

LES LECONS DE LA CRISE ARGENTINE

Article pour Attac

Michel Husson¹

Default, le mot est en train de passer dans le vocabulaire argentin : cela veut dire « défaut de paiement ». Telle est en effet l'épée de Damoclès qui menace aujourd'hui l'économie argentine : les capitaux quittent le pays, les réserves fondent et le risque de faillite voit sa probabilité augmenter tous les jours. L'Argentine vit la mondialisation financière au quotidien. Son destin est en quelque sorte indexé sur les indices de « risque-pays » très élevés que lui attribuent les agences de notation, dissuadant ainsi les investisseurs. Au bout de cette logique démente, où l'on s'endette pour payer les intérêts, il y a effectivement la cessation de paiement et une crise financière de grande ampleur, qui s'accompagnerait inévitablement de la dévaluation brutale du peso.

La dette, toujours.

Tout part de la dette. Il n'est pas inutile de rappeler le rôle de la dictature militaire de Videla dans son envol². Au moment du coup d'Etat militaire, en 1976, la dette était à peu près nulle (8 milliards de dollars). Sept ans plus tard, elle en est à 44 milliards de dollars. Ce bond en avant est, comme dans le cas du Mexique, le résultat de trois facteurs : un recours sans contrôle à l'endettement, la corruption, et l'augmentation brutale et unilatérale des taux d'intérêt, mise en œuvre par les Etats-Unis au début des années 80. A la chute de la dictature, c'est le radical Alfonsín qui assume la présidence et décide de refermer la parenthèse. De manière significative, son choix politique est d'effacer les crimes de la dictature et de payer la dette sans discussion. C'est sans doute l'inverse (effacer la dette et faire payer les crimes) qui aurait été nécessaire. Quoi qu'il en soit, la dette s'installe et continue à gonfler régulièrement. Le marasme économique, général en Amérique latine où l'on parle de la décennie perdue à propos des années 80, prend, dans plusieurs pays, la forme d'une monstrueuse hyper-inflation. En Argentine, la hausse annuelle des prix à la consommation atteint un taux record de 4900 % en 1989 ! Cette année-là, les prix augmentent donc de 1,1 % par jour, soit de 38 % par mois. Au bout d'un an à ce rythme, ils sont multipliés par 50. La monnaie est donc plus que dévaluée, et Alfonsín aussi, qui doit céder la place à Menem.

Le démagogue va mener une politique non dénuée de succès à court terme, mais catastrophique à long terme. La question de l'inflation pèse évidemment sur la vie quotidienne des Argentins, sans parler de la vie des affaires. La grande idée de Menem, pour sortir de cette dérive, est d'ancrer résolument le peso sur le dollar, ce qui est fait à partir de 1991. « Un pour un », c'est le même slogan que pour l'unification allemande et, dans les deux cas, il s'agit d'affirmer la prééminence d'un principe politique sur les réalités de l'économie. Ce tournant s'inscrit dans une logique que l'on retrouve aussi au Brésil et au Mexique.

Dans ses premiers plans d'ajustement structurel, le FMI recommandait plutôt une « dévaluation compétitive », conçue pour stimuler les exportations, et donc les rentrées de devises indispensables pour payer les intérêts de la dette. Devant les ravages de l'inflation, la philosophie du FMI est réajustée, et les grands pays latino-américains passent à une politique de change fort, accrochant leur monnaie au dollar. Le mérite d'une telle politique est double : elle freine l'inflation importée et allège le poids réel de la dette, qui est évidemment libellée en dollars. Mais ces avantages s'accompagnent d'un grave inconvénient, qui est la perte de compétitivité des exportations. Cette configuration aggrave les traits de dépendance de pays comme l'Argentine et conduit à un creusement important du déficit commercial, dès que la croissance économique reprend.

¹ Je remercie Claudio Katz et Eduardo Lucita pour l'information qu'ils m'ont adressée.

² Eric Toussaint, *La Bourse ou la vie*, CADTM-Syllepse, 1998.

Comment alors boucler la balance des paiements ? Pour couvrir le déficit commercial et la charge de la dette, il n'y a que deux manières, soit ponctionner les réserves, soit attirer les capitaux. La première solution étant limitée dans le temps, et peu cohérente avec le choix d'une monnaie forte, reste donc l'appel aux capitaux étrangers. C'est cette voie qui va être choisie : sur les deux années 1992 et 1993, 21 milliards de dollars vont affluer, alors qu'il n'en était entré que 9 au cours des six années précédentes.

D'où provient cette « attractivité » renouvelée ? C'est bien simple : la politique de Menem consiste à tout privatiser ou plutôt à tout solder. Car c'est bien une véritable braderie dont il s'agit. L'Argentine est sans doute le pays au monde qui a le plus privatisé. France Télécom et la société espagnole Telefónica se sont partagées le téléphone, Vivendi distribue l'eau et occupe un siège prestigieux à Buenos Aires. On peut parler d'une véritable furie privatisatrice, et chaque ligne d'autobus de la capitale est devenue une petite entreprise à peu près complètement déréglementée. Les tarifs ont augmenté dans des proportions allant de 40 à 100 %. Les mésaventures récentes de la compagnie Aerolíneas Argentinas sont particulièrement étonnantes : elle a été privatisée et rachetée par l'Etat espagnol, à travers la SEPI (Société Espagnole de Participations Industrielles). Elle est aujourd'hui en faillite et menacée de fermeture. Un tel panorama a ôté toute légitimité au discours sur la privatisation et mérite réflexion.

Les arguments employés en Argentine en faveur des privatisations sont pourtant les mêmes que partout ailleurs : meilleure efficacité, meilleure adaptation aux nouvelles technologies, allègement du secteur public, etc. En réalité, il s'agit d'une politique inconséquente, qui consiste à « vendre l'argenterie » et qui débouche sur l'aggravation des inégalités sociales et la désorganisation des services publics. Mais l'Argentine pousse jusqu'à l'extrême la nature de véritable racket de telles opérations. On peut dire la même chose de la réforme des retraites qui organise le passage, en principe facultatif, d'un système par répartition à un système par capitalisation, géré par le réseau des AFJP (Associations de Fonds de Retraites et de Pension) qui élargit encore le champ de la financiarisation et fait peser sur le budget de l'Etat la charge de la transition entre les deux régimes.

La dette est donc passée de 8 milliards de dollars en 1975 à 145 milliards de dollars en 2000. Elle est aussi devenue une industrie. Ainsi, les 10 premières banques (dont 8 sont étrangères) consacrent 46 % de leurs placements à l'intermédiation financière et à l'achat de titres de la dette publique émis, en fin de compte, pour payer la dette extérieure. Ces placements sont d'autant plus intéressants que les revenus correspondants sont exemptés d'impôts³. La charge de la dette représente aujourd'hui près de 15 milliards de dollars, soit la moitié des exportations et presque un quart des recettes fiscales. La contrepartie de cette situation, ce sont trois ans de récession, et surtout la régression sociale : 37 % de pauvres, 30 % de chômeurs, la moitié des salaires inférieurs à 500 dollars, la quasi-faillite de la Sécurité sociale, etc.

Le dogme de la parité avec le dollar

Dix ans après, le piège de l'indexation du peso argentin sur le dollar est en train de se refermer inexorablement. Certes, cette politique a permis de faire baisser l'inflation, et ce fut pendant tout un temps l'argument massue de Menem. Le dogme de la « convertibilité » était difficile à remettre en cause, et le terme de dévaluation était banni du vocabulaire politique. Mais cet assainissement économique avait un coût énorme, en raison des coupes budgétaires et du gel salarial sur lequel il reposait en fin de compte. La dégradation des conditions de vie, la montée du chômage et de la misère, associées à une corruption généralisée et au creusement des inégalités, ont conduit à la défaite électorale de Menem, en décembre 1999. Cependant, les espoirs placés dans « l'Alliance », la coalition dirigée par le nouveau président De La Rúa, ont été vite déçus. Dans la

³ Attac-Argentina, *El ABC de Attac*, 2000.

grande tradition social-démocrate, le nouveau gouvernement a en effet entériné l'orientation libérale de Menem, et ce lourd héritage débouche aujourd'hui sur une situation catastrophique.

Faute de réorientation radicale des politiques économiques, le gouvernement actuel se trouve brutalement confronté aux impasses du néolibéralisme. Dès lors que la fuite en avant dans les privatisations s'essouffle (faute de munitions), et que se tarissent les entrées de capitaux, on s'aperçoit que, décidément, la dette externe (*deuda externa*) est bien une dette éternelle (*deuda eterna*). La crise prend alors la forme d'une crise fiscale. En effet, la charge de la dette se retrouve inscrite au budget de l'Etat, et ce mécanisme de vases communicants transforme le déficit extérieur en déficit public. C'est en dernier recours, l'Etat qui paie la dette mais, faute de ressources fiscales suffisantes, il doit s'endetter pour payer les intérêts et cet effet « boule de neige » devient vite incontrôlable et renforce tous les autres mécanismes.

Face à cette situation, le gouvernement De La Rúa a simplement repris les mêmes politiques d'inspiration néolibérale : encore plus de flexibilité, baptisée « réforme » du marché du travail, augmentation des impôts (*impuestazo*) ciblée sur les classes moyennes et non sur les profiteurs, gel des salaires. Cette politique baptisée « déficit zéro » poursuit un objectif évident : dégager les moyens de paiement de la dette en réduisant les autres postes budgétaires, et rassurer ainsi les investisseurs internationaux. Elle est d'une brutalité sana pareille : augmentation de la TVA , baisse de 13 % des traitements des fonctionnaires, réduction de 30 % des budgets des administrations.

A l'extérieur, le gouvernement a mis en place un prétendu « blindage financier », destiné à se procurer un trésor de guerre suffisant pour faire face aux échéances, et rassurer ainsi les investisseurs internationaux. Mais il est arrivé ce qui devait arriver, à savoir que les 40 milliards de dollars réunis avec l'aide du FMI n'auront permis de gagner que quelques mois. Fin mai, soit cinq mois après le « blindage », est lancé un plan de reprofilage de la dette (*megacanje*). Il consiste à échanger une partie des titres de la dette, venant à échéance dans les cinq prochaines années, contre de nouveaux titres. Il s'agit en réalité d'un cadeau royal aux créanciers internationaux ou argentins puisque le taux d'intérêt associé à ces nouveaux titres sera en moyenne de 15 %, contre 9 % environ, afin de tenir compte du fameux « risque-pays ». C'est aussi, évidemment, une terrible fuite en avant qui revient à repousser les échéances, quitte à les alourdir.

Ces bricolages successifs conduisent à une crise gouvernementale larvée. En moins de deux ans, on en est déjà au troisième ministre des Finances. De Domingo Cavallo, ancien gouverneur de la Banque centrale sous la dictature et ancien ministre de l'Economie de Menem, il ne faut pas attendre autre chose que la soumission aux règles du jeu de la finance internationale, quitte à choisir la « violence » de l'ajustement, pour reprendre le terme des manifestants du 7 août dernier. Le quotidien patronal *Ambito financiero* allait jusqu'à expliquer, dans son édition du 16 juillet, qu'un plan d'ajustement aussi dur ne pourrait être appliqué sans état de siège. C'est après tout une bonne synthèse d'une situation explosive, qui révèle une crise sociale très profonde. Même les classes dirigeantes sont traversées de contradictions et il existe une sorte de concurrence pour la captation des capitaux entre investisseurs et spéculateurs, à tel point qu'une fraction du patronat se rallie à l'idée d'une dévaluation, dont les inconvénients sont pires que les vertus disciplinaires. De plus, l'alignement sur le dollar distingue l'Argentine de la politique plus empirique menée au Brésil et déstabilise son économie vis-à-vis de son principal partenaire au sein du Mercosur.

Le Mercosur et le continent

L'Argentine s'inscrit depuis plusieurs années dans le projet de Mercosur, dont le noyau dur est constitué par le couple qu'elle forme avec le Brésil. Cette zone commerciale a conduit à une intégration progressive des économies de la région. Paradoxalement, et à la différence du Mexique, le Mercosur n'entretient pas de liaisons commerciales très intenses avec les Etats-Unis. Au début de 1999, la part des exportations vers les Etats-Unis est de 8 % pour les produits

primaires, de 10 % pour les produits semi-manufacturés et 15 % pour les produits industriels. La part du Mercosur est respectivement de 23, 14 et 52 % et celle de l'Union Européenne de 36, 28 et 10 %. Le lien privilégié avec le dollar ne se déduit pas logiquement de cette situation et, à tout prendre, mieux vaudrait indexer le peso sur l'euro, idée qui est d'ailleurs partiellement mise en œuvre. Mais une logique de stabilisation passerait par l'établissement d'un système monétaire cohérent au niveau du Mercosur, ou au moins par une coordination des politiques monétaires. Son absence introduit un élément important de déséquilibre, qui est particulièrement net depuis la dévaluation du real brésilien au début de 1999.

Or, c'est le taux de change peso/real qui compte en matière de commerce à l'intérieur du Mercosur. L'indexation maintenue sur un dollar toujours plus fort a rabaissé la compétitivité de l'Argentine, notamment dans l'industrie automobile, et tend à la faire retourner à une spécialisation primaire. Cette concurrence « pourrait bien avoir des effets toxiques et déstabilisateur sur le couple moteur de l'intégration du Mercosur »⁴. Ces tensions sur le change s'expriment aussi par la sortie des capitaux et font apparaître l'absurde du dogme monétariste. Alors que la parité avec le dollar est principalement motivée par la nécessité d'attirer les capitaux, elle a le résultat inverse et les fait fuir. Les investisseurs font leurs comptes et quittent l'Argentine pour le Brésil : il y a un an déjà, *Business week*⁵ pouvait dresser une liste impressionnante de groupes qui se délocalisent, comme Delphi, Unilever, Goodyear, General Motors et Tupperware.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que les pays du Mercosur sont incapables d'adopter une position commune à l'égard de l'offensive des Etats-Unis en faveur de la ZLEA (Zone de Libre Echange des Amériques). Il faut distinguer ici deux questions, celle de la dollarisation et celle de l'intégration économique. Il n'existe pas de position de principe des Etats-Unis en faveur de la dollarisation : les Etats-Unis veulent bien que leur monnaie s'établisse comme référence mais à condition de ne pas endosser de trop grandes responsabilités. Panama ou l'Equateur ont fait du dollar leur monnaie, c'est très bien, mais cela ne doit pas impliquer une quelconque responsabilité de « prêteur en dernier ressort » pour la Réserve Fédérale. Le rapport Meltzer⁶ sur la réforme du FMI laisse quant à lui ouvert le choix entre « des taux de change rigides (currency board, dollarisation) ou fluctuants ». Selon ce rapport, l'expérience montre que ce sont les systèmes mixtes, indexés (pegged) ou révisables qu'il faut éviter parce qu'ils « accroissent le risque de crises et leur gravité ».

La question sociale

Mais l'essentiel n'est pas là : la profondeur de la crise se mesure avant tout par une vigoureuse montée de la lutte des classes. C'est l'émergence de « l'Argentine des piquets » (*Argentina piquetera*). En quinze mois, ce sont quatre grèves générales qui ont permis aux chômeurs organisés et aux travailleurs de montrer leur force en inventant de nouvelles formes de lutte passant par le blocage des transports, particulièrement efficace compte tenu de la géographie du pays⁷.

Cette montée des luttes sociales permet de comprendre qu'il n'existe pas de solution technique appropriée aux questions auxquelles se trouve confronté un pays dépendant comme l'Argentine. Cette dépendance maintenue, à la fois économique et politique, se traduit par l'héritage de la dette et par l'incapacité à se hisser au degré d'hyper-compétitivité posée en norme par la mondialisation capitaliste. Que cette contradiction se condense autour du taux de change correspond au fait que, dans une telle situation, le taux de change optimal n'existe pas. Pour aller vite, il faudrait qu'il soit bas, pour être « compétitif », et qu'il soit élevé pour être « attractif ». Tout ce qui pourrait permettre de desserrer cette double contrainte se heurte alors à l'extraordinaire

⁴ Frédéric Dorothé et Alexis Saludjian, *Le couple moteur Argentine/Brésil : clé du développement pour le Mercosur ?*, document de travail, 2001.

⁵ Ian Katz, « Adios, Argentina », *Business week*, 17 janvier 2000.

⁶ <http://www.house.gov/jec/imf/meltzer.pdf>

⁷ Voir Eduardo Lucita « Anciennes et nouvelles formes de luttes », *Inprecor*, mars 2001.

rigidité d'un modèle social mis en place, il ne faut jamais l'oublier, par l'une des plus barbares dictatures que ce continent ait connu. Il faut un énorme culot pour réclamer, comme le font les dogmatiques ultra-libéraux, encore plus de flexibilité du marché du travail (à 15 % de taux de chômage officiel !) et encore plus de privatisations, du côté de la santé et de l'éducation. En réalité, le modèle rentier et de désindustrialisation mis en place par la dictature, et tellement en phase avec les exigences néolibérales, repose sur un socle dont la nature est plus sociale que financière. La financiarisation ne s'est pas réalisée aux dépens des capitalistes « productifs » mais sur la base d'une extraordinaire dégradation des conditions d'existence des travailleurs. Comme l'écrit Claudio Katz : « les victimes du modèle, ce sont les salariés, dont les rémunérations ont baissé de 0,5% pour chaque point de croissance, et certainement pas les capitalistes qui ont profité de la précarisation du travail tout au long des années 90 »⁸.

A ce recul de la part des salaires, se sont ajoutés les effets d'une contre-réforme fiscale radicale qui ont conduit à une énorme concentration des richesses. Il y a 4 ans, une délégation du FMI s'était rendue en Argentine avec, à sa tête, Vito Tanzi, directeur du département des affaires fiscales du Fonds. Voilà ce qu'il déclarait au *Clarín* du 11 août 1997 : « l'actuelle structure fiscale a permis à beaucoup de gens de s'enrichir du fait qu'ils n'ont pas payé d'impôts, notamment ceux qui ont gagné beaucoup avec les profits du capital, intérêts et dividendes. Il est important de corriger cette situation. C'est primordial du point de vue de l'équité ». Au journaliste qui oppose l'argument bien connu sur les sorties de capital, Tanzi réplique qu'on exagère l'impact négatif des impôts sur les revenus financiers, et cite l'exemple du Chili, où les profits sont beaucoup plus imposés qu'en Argentine. Il ne faut avoir aucune illusion sur l'équité dont il est question ici : Tanzi avait déjà en tête l'idée que, faute de recette fiscales, l'Etat argentin ne serait pas en mesure d'honorer ses obligations.

Le rôle central accordé aujourd'hui à la fiscalité comme variable d'ajustement montre que ce sont toujours les mêmes couches sociales qui vont être mises à contribution. Derrière les supposés impératifs de la mondialisation, on retrouve la guerre de classes. Face à une crise d'une telle ampleur, il ne peut au fond y avoir que deux alternatives. Ou bien, le fardeau est une nouvelle fois reporté sur le peuple argentin, par la force s'il le faut. Ou bien, le pays s'engage dans un processus de double rupture : avec la finance internationale, par le refus de payer la dette, avec les privilégiés de l'intérieur, par une revalorisation des salaires et des budgets sociaux, une remise en cause de la grande braderie des privatisations, et la réforme fiscale qui réalise le nécessaire transfert de richesse, des rentiers vers ceux qui produisent cette richesse. Telle est la leçon que nous offre l'Argentine, meilleur élève du FMI, champion des privatisations et de la monnaie forte : la logique dogmatique du capitalisme mondialisé débouche inexorablement sur la catastrophe sociale.

⁸ Claudio Katz, « Crisis económica: interpretaciones y propuestas », *Página 12*, 6 juillet 2001. Article repris par *La insignia*, excellente revue électronique : http://www.lainsignia.org/2001/julio/econ_011.htm